



La *Théorie générale de la population* est-elle toujours une théorie générale de la population ?

Jacques VÉRON*

Parlez de la « théorie générale » à un économiste, il comprendra la *Théorie générale de l'Emploi de l'Intérêt et de la Monnaie* de John Maynard Keynes. Un démographe pensera, lui, tout naturellement, à la *Théorie générale de la population* d'Alfred Sauvy.

Composée de deux volumes, consacrés l'un aux aspects économiques des questions de population, l'autre aux aspects sociologiques, la *Théorie générale de la population* fut publiée pour la première fois au début des années 50. Elle a, par la suite, fait l'objet de plusieurs rééditions⁽¹⁾. Au terme de quelque huit cents pages, mêlant arguments théoriques et expériences diverses, Alfred Sauvy concluait qu'il s'agissait là « d'une bien modeste ébauche de la vie des populations ». Pourtant, beaucoup de choses étaient dites. Mais au-delà de la modestie d'auteur, il y avait assurément la forte conscience de la complexité des relations qui unissent la population à la société.

Les vertus de la *Théorie générale* pourraient être appréciées par rapport à l'état des connaissances lors de sa rédaction. L'interrogation pourrait aussi porter sur son originalité, par rapport au *Traité de démographie* d'Adolphe Landry⁽²⁾, auquel Alfred Sauvy a lui-même collaboré. Nous avons

* INED/CEPED.

⁽¹⁾ La première édition date de 1952 pour le volume 1 et de 1954 pour le volume 2. La troisième édition fut l'occasion d'une « révision » pour le volume 1 (*Economie et croissance*, 1963) et d'une « refonte » pour le volume 2 (*Biologie sociale* devint *La vie des populations*, 1966).

La théorie générale constitue un tout cohérent. Le propos ne sera donc pas de retrouver dans des publications antérieures des considérations voisines ou annonçant celles qui y sont exprimées mais d'analyser la portée de cette synthèse.

Les références de page renvoient généralement à la troisième édition (tome, page). Quand ce n'est pas le cas, l'année d'édition est précisée. Par exemple (2,1959,24) renvoie au volume 2, édition de 1959, page 24.

⁽²⁾ La première édition date de 1945 et la deuxième de 1949. L'approche du *Traité* est assez différente, il fait un état de la démographie.

préférée en considérant l'actualité et nous demander dans quelle mesure elle constitue encore aujourd'hui une « théorie générale de la population ».

Concepts et thèmes La *Théorie générale* se présente simultanément comme un essai de synthèse des connaissances démographiques et comme une incitation à de nouvelles recherches. Des faits établis sont énoncés. Des relations précisées. Des conjectures sont proposées. Elles appellent vérifications ou démentis.

La réflexion s'appuie sur une série de concepts. A. Sauvy en a introduits certains et développés d'autres. L'analyse des relations entre population et économie est, ainsi, conduite dans le cadre théorique de l'*optimum de population*. Ce concept n'est pas nouveau – il est employé pour la première fois par Wicksell en 1910 – mais A. Sauvy en systématise l'utilisation. Parmi les autres concepts d'importance, citons celui d'*investissements démographiques* (1,237). Pour relier la croissance démographique au processus de capitalisation, une distinction est donc faite entre investissements destinés à maintenir le niveau de vie d'une population en croissance (les investissements démographiques) et investissements destinés à accroître le niveau de vie (les investissements économiques). Cette distinction enrichit l'analyse des relations entre population et capital. Elle contribue à une meilleure définition de la problématique.

Toute réflexion portant sur l'économie et la société soulève la question du progrès technique. Pour en discuter les effets sur la population et principalement sur l'emploi, les progrès *processifs* sont distingués des progrès *récessifs* (1,167). Dans un cas, l'augmentation de la productivité s'accompagne d'une croissance du nombre d'emplois. Dans l'autre, le chômage croît. Il ne reste plus qu'à identifier ces deux types de progrès...

La dynamique population-économie s'articule autour de celle des *besoins*. Comment évoluent-ils ? Font-ils l'objet d'une saturation ? Existe-t-il donc une limite au progrès ? A. Sauvy consacre aussi de larges développements à la *valeur de l'homme*. Là encore le concept n'est pas nouveau. Petty, Pareto et Lotka, entre autres, se sont intéressés à cette question.

A. Sauvy n'abandonnera, en fait, jamais les préoccupations que révèle la *Théorie générale*. Divers thèmes sont récurrents dans son œuvre. De larges développements annoncent des écrits plus tardifs, comme *Coût et valeur de la vie humaine* (1977) ou *La machine et le chômage* (1980). La *Théorie générale* ouvre aussi d'importantes voies de recherche. La réflexion sur les besoins est, par exemple, plus que jamais actuelle. Elle est fondamentale pour l'analyse des relations entre production, travail et revenu (Passet, 1989).

L'analyse des relations entre population et économie est menée, par contre, dans le cadre de la théorie de l'*optimum de population*, aujourd'hui obsolète.

La théorie de la population optimale

Les relations de la démographie économique, substance du premier volume de la *Théorie générale*, sont examinées dans le cadre conceptuel de l'optimum de population. Il existe, pour un pays, une époque, une population maximale et, surtout, une *population optimale*. Celle-ci se situe entre le sous-peuplement et le surpeuplement.

Le terme d'optimum n'est, précise Alfred Sauvy, pas « compromettant » puisqu'il fait seulement référence au nombre d'hommes le « meilleur possible » (1,49) et que ce meilleur possible dépend étroitement du critère retenu : bien-être, enrichissement, emploi...

De manière plus précise (ou plus étroite), la réflexion est ensuite conduite sur la base d'un *optimum économique*. Quel effectif de population maximise le niveau de vie ? L'existence d'une population inactive modifie-t-elle l'optimum ? Que dire des effets de la répartition des revenus sur cet optimum ? Comment varie-t-il avec le progrès technique ?

La théorie de la population optimale trouve son fondement dans la diversité des rendements selon les secteurs. Il est généralement admis que les rendements sont décroissants dans le secteur primaire, croissants dans le secteur secondaire (en raison de la division du travail et des frais généraux) et constants dans le secteur tertiaire. L'optimum est, en quelque sorte, la résultante du jeu de ces rendements dans le cadre d'une répartition sectorielle donnée (s'il n'y avait que le secteur tertiaire, où les rendements sont constants, il n'y aurait, par exemple, pas d'optimum).

Cette approche, malgré son intérêt politique évident de définition d'une norme, n'est plus en cours. A. Sauvy reconnaissait lui-même que la notion d'optimum avait été souvent mal comprise. Les démographes n'ont pas pour autant abandonné l'idée qu'un nombre d'hommes est préférable à un autre. Mais les recherches portent aujourd'hui plus sur les avantages et les inconvénients d'une variation de l'effectif (ou de la structure) de la population que sur l'identification d'un effectif (ou d'une structure) jugé idéal. Derrière l'inquiétude que font naître la croissance démographique rapide dans le Tiers-Monde ou le vieillissement de la population dans les pays développés, la notion de population optimale (ou de croissance optimale) transparait mais elle n'est plus formulée.

D'une plus grande pertinence et d'une plus grande actualité, demeure la réflexion sur le progrès technique.

Le rôle du progrès technique

Le progrès technique est-il favorable ou non à l'emploi ? Comme souvent, les démonstrations d'Alfred Sauvy partent de cas simples, progressivement enrichis de complexité. Ainsi, Pierre et Paul sont cultivateurs. Ils produisent, chacun, la même quantité de biens. « Survient un progrès technique : le dressage du cheval » (1,149). Pierre peut cultiver seul les terres et

produire seul... C'est l'argument du « cheval mangeur » (ou de la « machine gourmande »). L'emploi diminue.

La *Théorie générale* ne se limite pas à l'analyse des effets directs. Le progrès technique réduit localement le besoin de travail mais toute la question est de savoir quelles autres transformations génèrent une innovation. Un fait est certain, note A. Sauvy, sur la longue période la population active n'a pas diminué. Elle a même augmenté de manière importante. Croissance de l'emploi et progrès technique sont donc conciliables. Le progrès technique incorporé au travail des métaux a, aussi, été plus intense que celui incorporé au travail des étoffes, mais c'est le travail des métaux qui a vu la plus forte croissance des effectifs.

C'est de l'affectation des gains de productivité que dépend, en réalité, l'effet final. « Le progrès technique peut agrandir soit l'homme, soit la nature » (1,165). Dans un cas la même production est assurée avec moins d'hommes, dans l'autre une production supérieure est permise, par extension des terres cultivables. Selon que le nombre de travailleurs croît ou non avec la productivité, le progrès est donc processif ou récessif. Les effets du progrès technique diffèrent, bien entendu, d'un secteur à l'autre. Le tertiaire est, ainsi, souvent tenté par la sous-productivité, remarque A. Sauvy. Mais ce secteur est en réalité très hétérogène puisqu'il « comprend des techniciens de haute productivité et des personnes sans qualification, qui [...] vont grossir la masse des services en sous-emploi » (1,186).

Quant au chômage, il est, selon les cas, « transitoire » ou « définitif ». Le chômage transitoire n'est qu'un chômage d'adaptation mais « comme le progrès technique se réalise à un rythme continu, le chômage temporaire peut exister en permanence » (1,190). Enfin, rappelle A. Sauvy, ce chômage, que beaucoup considèrent comme un phénomène industriel n'épargne pas le monde rural mais il y est alors « déguisé » (1,155). On retrouve une situation comparable dans le Tiers Monde, aujourd'hui.

L'analyse des effets du progrès technique sur la population et l'emploi, ne peut, en fait, être dissociée de celle des besoins.

Une comptabilité des besoins

La population active associée à un niveau de productivité détermine une production. La consommation – c'est-à-dire la satisfaction de besoins – s'ajuste-t-elle à cette production ? C'est la sempiternelle interrogation des économistes.

Besoins, goûts et modes de consommation conditionnent équilibres et déséquilibres démo-économiques. A. Sauvy le rappelle. De nouveau, le propos est illustré par un cas simple. Une princesse propriétaire d'une terre rémunère un cultivateur. Elle prend des bains de lait. La population est de deux personnes. Un jour, la princesse change de goût. Elle prend une servante et la rémunère avec le lait excédentaire. La population compte alors trois personnes. Le changement des consommations permet donc un

accroissement de la population (1,114) à condition que les goûts se déplacent des produits primaires vers des produits secondaires ou tertiaires. La consommation doit s'éloigner de la nature. Cette question du changement de consommation est majeure, A. Sauvy l'approfondira dans *La Machine et le chômage* sous le nom de *théorie du déversement*.

Le progrès ne peut être indéfini que dans la mesure où les besoins sont illimités. L'auteur de la *Théorie générale* s'interroge : est-ce vraiment le cas ? Ou existe-t-il une *saturation des besoins* ? « Que pourra-t-il manquer un jour aux hommes désireux de trouver des activités dignes d'être exercées ? » (1,183). Et même si les besoins étaient illimités, le *temps* disponible imposerait une limite à la consommation (1,185).

L'analyse des besoins et de leur rôle dans la dynamique démo-économique est assez largement développée. Les aspects psycho-sociologiques ne sont pas pour autant négligés :

« tout en enrichissant la société, la diversité des besoins a *appauvri* les individus, ou plus exactement leur a valu des embarras financiers. [...] Le progrès a créé plus de besoins qu'il n'en a satisfaits. » (1,180)

Le terme de frustration n'est pas prononcé mais ces propos dénotent un certain septicisme sur le bien-fondé de la société de consommation qui préfigure les écrits de Philippe d'Iribarne (*La politique du bonheur*, 1973 et *Le gaspillage et le désir*, 1975) ou de Jean-Pierre Dupuy et Jean Robert (*La trahison de l'opulence*, 1976).

La recherche sur les besoins est difficile. Comme celle sur le progrès technique. De manière rétrospective, quelques évidences s'imposent. Mais que dire sur l'avenir ? A. Sauvy a le mérite de bien poser les problèmes mais le lecteur risque de rester sur sa faim car aucune relation n'émerge vraiment.

Pour mieux relier la population à l'économie, sur le modèle de la matrice de Léontief, A. Sauvy propose de convertir les besoins en quantité de travail.

« Au moyen de ces données, on pourrait traduire les désirs de la population en produits finaux en heures de travail de diverses qualifications ; ainsi serait déterminée la *population demandée*. » (1,260)

C'est ce que fera Jacques Magaud (1967). L'auteur de la *Théorie générale* a toujours regretté le peu d'intérêt suscité par cette approche, pourtant appropriée à l'intégration de la population à l'économie.

Les hommes peuvent être convertis en heures de travail. L'homme peut l'être en quantités produites et consommées, ce qui définit sa valeur.

La mesure de la valeur de l'homme

L'idée de mesurer la valeur économique de l'homme remonte au XVII^e siècle. Divers auteurs s'y sont essayés par la suite. Dans une perspective économique, constate A. Sauvy, la valeur d'un homme correspond

à un *coût de formation*, à une *production à attendre* ou au *coût nécessaire pour le sauver ou prolonger son existence* (1,310).

Les coûts, continue-t-il, peuvent être définis de diverses manières. Il existe des coûts proprement financiers, des manques à gagner (lorsqu'une mère ne travaille pas, par exemple) et des soins non rémunérés. Selon ce qui est pris en compte, le coût, donc la valeur, variera. Ce qui est à mesurer, ce n'est, en fait, pas la valeur d'un homme mais celle d'une *génération*. Ainsi, au décès précoce d'un de ses membres, le coût supporté peut être reporté sur les survivants.

Comme l'homme traverse des périodes très différenciées au regard de la production et de la consommation (il commence par consommer seulement, puis produit et consomme...) sa valeur (valeur moyenne puisqu'il s'agit en réalité des hommes d'une génération) varie selon l'âge. Si « la valeur de la génération est égale à son coût antérieur » (1,331), elle s'accroît lors de l'enfance pour diminuer dès l'entrée sur le marché du travail jusqu'à devenir négative. Avec l'inactivité, la valeur augmente jusqu'à s'annuler lors de l'extinction de la génération. L'hypothèse d'un bilan nul n'est cependant pas conforme à la réalité. Puisqu'il y a progrès, globalement, la production excède la consommation. A la fin de la vie d'une génération, conclut A. Sauvy, la valeur n'est donc pas nulle (1,335).

Les applications de calculs fondés sur une estimation de la valeur de l'homme sont en principe nombreuses. Elles peuvent aussi bien concerner les problèmes de vieillissement et le financement de la Sécurité sociale que les migrations internationales, considérées sous l'angle des gains et pertes économiques nés des déplacements d'hommes. Mais encore faut-il pouvoir chiffrer cette valeur ! De l'ampleur des *externalités*, dépendent étroitement les estimations de la valeur de l'homme. Les arrière-pensées politiques ne seraient d'ailleurs pas absentes de calculs de cette nature, étant donné leur importance dans une optique redistributive.

Quelle que soit l'utilité de cette approche, l'homme ne se réduit pas à un être guidé par une rationalité exclusivement économique. A. Sauvy en est bien conscient. Dans le volume 2 de la *Théorie générale*, il introduit la dimension sociologique des questions de population.

**Ni «*homo œconomicus*»,
ni «*homo mechanicus*»**

Au terme de longs développements sur la dynamique population-économie, A. Sauvy reconnaît les limites de l'économisme : « toute théorie économique tend à automatiser l'homme, à le transformer en *homo œconomicus*, sinon *mechanicus* » (2,1959,21). C'est une critique de la vision trop étroite du volume 1 (qui n'était qu'une première approximation), une contestation de la théorie de Malthus ainsi qu'un refus d'une vision linéaire du changement économique et social. « Le progrès technique (ou son utilisation) et la densité (ou la croissance) de la population ne sont pas des variables indépendantes » est-il précisé (2,21). Le mot *d'interaction* n'est cependant pas prononcé.

L'homme dispose donc d'une capacité de réaction. Face à l'adversité, deux types de réaction sont possibles. L'une a pour nom découragement, l'autre incitation au progrès. Lorsque certaines conditions sont réunies (accroissement de la population « raisonnable », (2,21) niveau technique suffisant), « en fermant les autres voies, la pression démographique fait jaillir le progrès » (2,23). Et, « à l'inverse, le ralentissement démographique a permis, favorisé, en France, une cristallisation générale » (2,43).

La validité de cette *thèse de la pression créatrice* (2,43) s'inscrit bien dans un cadre déterminé; divers autres facteurs humains interviennent. Mais, pour A. Sauvy, elle est avant tout un refus des malthusianismes économique et démographique, qui conduisent à une « atrophie de l'esprit de création » (1,309). Il en vient à opposer « l'esprit de propriété » (malthusien) à « l'esprit de conquête » (2,1959,38) et le « rentier » au « pionnier » (2,1959,46). La croissance démographique dénote une confiance dans l'avenir tandis que la « stagnation démographique fait passer un pays par une crise morale et matérielle » (2,45).

A. Sauvy reprend ici une thèse formulée notamment par Eugène Dupréel, au début du siècle. Dupréel (1913,1928) parlait de la « réaction vitale contre le milieu ou contre le destin » qui génère un progrès. Cette foi en la capacité de l'homme à réagir à la difficulté animera aussi Ester Boserup (1965), qui opposera à la *trappe malthusienne*⁽³⁾ la *trappe de faible densité de population* : sans croissance de ses effectifs (donc de sa densité), une population n'est pas incitée à innover.

Cette capacité de réaction de l'homme, A. Sauvy l'intègre de manière quelquefois ambiguë, lorsqu'il examine divers problèmes démographiques.

Autopsie du vieillissement Le phénomène du vieillissement démographique est présenté comme majeur. Alfred Sauvy s'étonne de cette très faible conscience d'un phénomène aussi simple à observer et à mesurer et d'une telle importance. « Ainsi, une population ne se voit pas vieillir », remarque-t-il (2,49).

La dynamique du vieillissement fait l'objet d'intéressants développements. Il est fait mention de l'erreur classique qui consiste à tenir l'allongement de la vie pour responsable du vieillissement. Il y a confusion entre « vieillissement de l'ensemble d'une population et longévité de ses membres » (2,54). Le vieillissement, insiste A. Sauvy, est une affaire de natalité et non de mortalité. Du moins au début des années 60. Si la mortalité intervient, c'est surtout de manière indirecte, par la baisse de la natalité qu'elle favorise. Seule la baisse de la mortalité au-dessus de 30 ans renforce le vieillissement. L'effet mortalité prendra par contre le relai de l'effet natalité : « la découverte de remèdes contre le cancer ou d'autres

(3) En raison de la forte puissance de peuplement, toute population est condamnée à se maintenir au niveau du minimum de subsistance. Une augmentation du surplus économique, du fait d'un progrès exogène, induit un accroissement de la population qui ramène le niveau de vie au minimum vital.

maladies de la sénescence précipitera le vieillissement, car elle ne sera pas accompagnée de baisses équivalentes dans les premiers âges » (2,55).

Si la baisse de la mortalité résulte de la suppression des maladies exogènes tandis que les hommes se heurtent au « mur de la sénescence », les conséquences économiques et sociales du vieillissement ne seront pas les mêmes qu'en cas d'action possible sur cette sénescence (1,268). Dans le second cas, le potentiel de vieillissement est particulièrement important et la société n'a le choix qu'entre « croître ou vieillir » (1,268). Entre adultes actifs et vieux inactifs s'établit d'autre part un équilibre, lorsque la population adulte augmente. « Mais le vieillissement rompt cet équilibre » (2,69). La solidarité est alors mise à l'épreuve.

Aujourd'hui l'effet mortalité joue pleinement. Ce qui était imaginé dans la *Théorie générale* se produit. Cet équilibre rompu entre actifs et inactifs devient aujourd'hui bien visible, avec le lancinant problème des retraites notamment. Mais celui-ci n'est-il qu'un problème de vieillissement ? Le chômage n'est-il pas aussi pour quelque chose dans les actuelles difficultés de financement des dépenses sociales ? Et le terme même de vieillissement, quelle réalité recouvre-t-il vraiment ? Sur ces questions la *Théorie générale* est pour le moins discrète. Une certaine ambiguïté règne aussi. Le progrès technique peut alléger les contraintes, affirme A. Sauvy ; toutefois l'action sur le progrès technique est limitée. « Prendre conscience du vieillissement, c'est déjà rajeunir » (2,165) mais il est simultanément question d'un autre « antidote », qui est de « ne pas laisser s'affaiblir la natalité ». Il n'est cependant pas exclu que la société « s'accommode du vieillissement, voire d'une diminution de la population » (1,72).

L'enfant, la famille et la politique familiale

J.B. Say conseillait de faire de l'épargne plutôt que des enfants. Lorsqu'il aborde la question de la fécondité, A. Sauvy adopte un point de vue radicalement inverse. Il dénonce ainsi le « pays de fils uniques » (2,26), le « peuple sans enfants » (2,33) condamnés à la stagnation. Le malthusianisme joue, dans la *Théorie générale*, un peu le rôle de bouc émissaire. Sans lui, par exemple, il n'y aurait pas eu la réalité décrite par Gravier dans *Paris et le désert français* (2,40). Ce qu'il appelle une « histoire refaite » ne convainc pas vraiment. L'outre mer aurait pu mieux se développer⁽⁴⁾ mais, pour cela, « il fallait peupler », affirme-t-il (2,1959,43). La thèse d'un malthusianisme responsable de toutes les difficultés économiques ou politiques de l'Afrique est, pour le moins, excessive.

A. Sauvy craint la dénatalité. La question se pose, alors, pour lui, de savoir pourquoi les couples ont des enfants ou n'en ont pas assez. Les facteurs sociaux et biologiques de la fécondité sont longuement analysés. La *stérilité volontaire* fait même l'objet d'un chapitre entier qui devient dans la troisième édition *La Prévention des naissances*. Pourquoi y-a-t-il

⁽⁴⁾ Cette référence à l'outre-mer est supprimée dans la troisième édition.

eu baisse de la natalité ? Les raisons invoquées sont de divers ordres. Les unes accroissent la charge constituée par des enfants : suppression du travail des enfants et scolarité obligatoire, développement de la puériculture (l'enfant acquiert plus de valeur)... (2,131). D'autres consacrent un « affaiblissement de la domination » (diminution de la puissance paternelle, émancipation de la femme). D'autres encore entraînent des « sollicitations » : possibilité d'ascension sociale, développement de l'instruction générale, accroissement du niveau d'existence (2,132).

L'idée d'un optimum, d'une situation préférable aux autres n'est jamais absente. Alors, quel nombre d'enfants assure l'équilibre familial ? S'appuyant sur des travaux de Robert Debré, soucieux que la population se renouvelle, A. Sauvy estime, selon les cas, cet *optimum familial* à 3, 4 ou 5 enfants. Ce serait aussi un *optimum social*. Mais la démonstration fait défaut. Pour l'auteur de la *Théorie générale*, la famille est en quelque sorte l'unité de référence⁽⁵⁾. Une politique familiale est souhaitable. Un natalisme nuancé affleure.

Économie et sociologie des migrations internationales

Les mouvements de population sont abondamment étudiés, qu'il s'agisse de la répartition des hommes sur un territoire ou des migrations internationales⁽⁶⁾. Pour celles-ci, deux questions fondamentales se posent : qui décide de la migration ? Quels en sont les motifs ?

La migration est un phénomène complexe, reconnaît A. Sauvy. On voit généralement dans la migration internationale, une des conséquences du surpeuplement. Le résultat d'un excès de natalité. Or l'Irlande, grand pays d'émigration, cumula basse natalité et nombreux départs (2,9). Les migrations internationales sont aussi diverses. Elles sont aussi bien économiques (mouvements de travailleurs) que démographiques (mouvements de familles). Ces dernières diffèrent des premières notamment par leur caractère de permanence.

Économiquement, l'émigration est-elle un facteur d'équilibre ? Si le surpeuplement n'est rien d'autre qu'un sous-développement, il peut toutefois y avoir accentuation des déséquilibres. Pour le pays d'accueil, la migration est avantageuse si la productivité marginale du migrant est supérieure à la productivité moyenne diminuée des charges communes. Le pays d'origine perd un actif, formé, mais y gagne des devises (transferts de fonds). L'immigration constitue quelquefois un avantage aussi bien pour les pays d'accueil et d'origine. A. Sauvy estime que ce fut le cas, pour la Pologne, l'Italie et la France dans l'entre-deux-guerres (1,290).

⁽⁵⁾ Aussi se réjouit-il de ce que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 ait affirmé que « la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et de l'État », à la différence de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen pour qui l'individu était central.

⁽⁶⁾ Dans la troisième édition, le chapitre « Les migrations spatiales » devient « Les migrations internationales ».

La dimension sociale du phénomène migratoire n'est pas moins importante que sa dimension économique. A cet égard, A. Sauvy constate l'attitude fréquemment irrationnelle des pays d'accueil à l'égard du migrant : celui-ci est autorisé à consommer plus qu'à produire. Il distingue l'*assimilation* des migrants de leur *adaptation*, celle-ci n'étant que la reconstitution du milieu d'origine (2,269). Il analyse les conséquences sur l'assimilation de l'immigration familiale. Il note l'importance, pour l'assimilation, de la religion, les avantages de la dispersion géographique, le rôle de l'école et des mariages mixtes.

Les pages consacrées aux migrations internationales sont toujours d'une grande pertinence, par la multiplicité des approches retenues.

Tiers-Monde : la rupture Le père de l'expression *Tiers-Monde* se devait de réfléchir aux problèmes du développement. Les pays pauvres représentent, selon lui, une « économie d'un type nouveau », par une natalité élevée, un revenu national par habitant faible et une économie surtout agricole (1,270). « Avec leurs besoins de riches et leurs moyens de pauvres » (1,271), les pays du Tiers-Monde ne peuvent qu'être confrontés à de graves difficultés.

Le diagnostic d'A. Sauvy, c'est celui d'une « rupture entre le progrès sanitaire et le progrès économique » (1,357), creusant le fossé entre besoins et ressources. Les solutions du type stabilisation des cours des matières premières ont, selon lui, peu de chances de succès. Il ne s'agit alors que d'une « médecine symptomatique » (1,286). Ce qu'il faut, c'est agir sur les quantités. Les prix ne sont guère qu'une variable d'ajustement. Plus qu'un problème de prix, le sous-développement du Tiers-Monde est un problème de productivité. La vente de produits bruts revient à échanger du capital contre du travail (puisque les produits manufacturés sont par la suite rachetés) : un paradoxe pour des pays du Tiers-Monde où l'offre de travail est pléthorique !

Bon nombre de pays du Tiers-Monde ont aujourd'hui à faire face à une *croissance démographique rapide*. Si, comme le considère A. Sauvy, compte tenu de leurs possibilités, « la plupart des pays du Tiers-Monde ne sont pas surpeuplés » (2,212) – encore que cette affirmation demande à être nuancée – le rythme d'accroissement de la population exige de perpétuelles adaptations, hors de la portée des pays pauvres. Plus importante que la question du surpeuplement en tant que tel est aujourd'hui celle des *réponses* que le Tiers-Monde peut apporter aux déséquilibres démo-économiques.

Parmi ces réponses figurent une meilleure éducation de la population. A. Sauvy le croit. Nombreux sont ceux qui partagent aujourd'hui cette conviction.

L'accumulation du savoir L'éducation détermine largement les comportements démographiques. Ainsi « la mortalité infantile est en raison inverse du savoir » (2,84). La formation des hommes est aussi à la base du développement. A. Sauvy tranche le débat capital-travail ou épargne-fécondité : accorder trop d'importance aux questions d'investissement, c'est oublier l'homme et le rôle du facteur humain dans la croissance économique (1,246). S'appuyant sur l'exemple de l'Allemagne, il affirme aussi que « la qualification des hommes est le facteur principal du développement économique, avant les capitaux » (2, 1959,290).

Le développement du Tiers-Monde passe sans doute par une meilleure éducation mais A. Sauvy ignore la dimension *désordre*⁽⁷⁾ de l'éducation ou du moins de l'instruction. Celle-ci est bien souvent un facteur de maintien des inégalités. Elle est une source de frustration lorsque des jeunes bien formés ne peuvent accéder à des emplois qualifiés. Elle entretient un exode rural en obligeant à quitter les villages pour poursuivre des études ou en préparant à des emplois urbains... (Todaro, 1989).

Linéaire aussi est la vision des problèmes d'environnement.

La terre sans nature Les préoccupations relevant de l'écologie sont absentes de la *Théorie générale*. Celle-ci fait presque exclusivement référence à la terre comme espace disponible ou comme quantité limitée de ressources naturelles. Sa dégradation est à peine évoquée. Il faut dire que la grande prise de conscience des problèmes d'environnement date des années 70, avec notamment les travaux du Club de Rome. Elle est donc nettement postérieure à la rédaction de la *Théorie générale*.

« Les ressources naturelles, la terre, les matières premières pourraient faire défaut » – A. Sauvy l'admet – mais il considère que du fait du progrès technique, « cette situation appartient plutôt au passé » (1,183). D'une page à l'autre, comme d'une édition à l'autre, cette sensibilité aux problèmes d'environnement évolue cependant. Une des preuves que le travail ne manque pas dans les pays développés est que la « terre n'est pas cultivée comme un jardin », écrit-il (2,1959,198). Mais quelques pages plus loin, il est dit que « lorsque la nature est entièrement asservie, les hommes manquent de nature vierge » (2,1959,206). Dans l'édition de 1963, le problème des ressources naturelles et de l'eau est évoqué mais la conclusion principale est qu'il faut surtout éviter le *gaspillage* (2,207). La croissance démographique rapide n'est pas jugée responsable de la dégradation de l'environnement : « on peut cependant observer que, le plus souvent, la destruction des sols est le fait de populations clairsemées : Afrique noire, bassin du Mississippi, Brésil, Madagascar, etc. » (2,27).

⁽⁷⁾ La dimension *ordre* étant celle du progrès.

Pour A. Sauvy, la terre est plus un *monde fini* dans lequel peut se poser le problème de la rareté, qu'une nature à épargner ou des paysages à préserver. Dans sa dernière œuvre (*La terre et les hommes*, 1990) un chapitre intitulé « La nature en question » rappelle les prises de position inquiètes des dernières décennies, sur ce thème, mais toujours avec un certain détachement.

L'urbanisation fait, elle aussi, l'objet de très peu de développements ni dans sa dynamique propre, ni dans ses effets sur l'environnement. A. Sauvy affirme seulement qu'il y a « surpeuplement urbain », car « la loi du marché ne conduit pas à la solution optimale » (1,305).

Déséquilibres, croissance et temps

Pour une société donnée, les déséquilibres sont un moteur. Le surpeuplement joue le rôle d'aiguillon. D'un point de vue dynamique, se produisent donc des réactions. Il y a aussi des phénomènes d'adaptation. A. Sauvy attribue à la *croissance de la population* encore une autre vertu que celle de faire jouer la pression créatrice : elle facilite les ajustements. Pour corriger des distorsions, il est toujours préférable que la population augmente car il y a alors création d'un domaine neuf. La croissance démographique est aussi « un important facteur de mobilité sociale » (2,1959,297). Au *trop* d'hommes ou de travailleurs, il substitue fréquemment un *pas assez* d'hommes.

La difficulté provient toutefois de ce que l'excès est plus visible que le manque. Le nombre des chômeurs impressionne plus la population et les responsables politiques que les déficits dans certaines professions, difficilement comptabilisés. La métaphore des gants trop petits illustre son propos :

« celui qui met des gants trop étroits à une main voit qu'il reste au bout de chaque doigt une petite poche inoccupée. Le malthusien trouvera que les doigts sont trop longs et commandera des gants plus petits. Le non-malthusien commandera des gants plus larges et résorbera les poches d'une façon plus sûre. » (2,176)

S'il est fait souvent référence à la croissance, le statut du *temps* reste imprécis. Les démonstrations appartiennent plus à la statique comparative qu'à la dynamique. A. Sauvy ne fait que mentionner le concept de *rythme optimal de croissance*, sans s'y attarder. Le cadre de référence demeure l'optimum de population statique. La question régulièrement posée est : comment se déplace cet optimum lorsque le nombre des inactifs augmente ou lorsqu'il y a immigration ? Selon les cas, le temps de la *Théorie générale* s'identifie au changement ou au progrès.

Épistémologie d'une science sociale

Soucieux de jeter les bases d'une démographie économique et sociale, A. Sauvy ne se montre pas pour autant victime de l'illusion scientiste. « Dans l'histoire des chiffres comme des faits, on trouve des exemples de

tout, pour peu que la recherche soit suffisamment poussée », fait-il observer (1,5). La complexité n'est pas ignorée, pas plus que la difficulté à en rendre compte, comme le prouve une remarque de l'avant-propos : « trop souvent l'impossibilité de faire, dès l'abord, entrer en jeu ces relations complexes, conduit à donner inconsciemment la prédominance à un facteur secondaire » (1,6).

Le caractère général d'une loi, le sens de la causalité, l'intensité des relations, la place du qualificatif, le caractère partiel des corrélations sont autant de sujets de réflexion et de... perplexité. A. Sauvy en convient. Mais, de toute manière, « toute statistique humaine comporte une addition d'unités inégales ». Elle est un « viol de l'arithmétique » (2,338). Il faut en prendre son parti.

Mais la *Théorie générale* pêche par absence d'une vision systémique de la société. A. Sauvy a bien l'intuition de l'existence de circuits complexes ou de processus longs et éventuellement auto-entretenus mais il n'a pas le souci, actuel, d'explicitier des systèmes, c'est-à-dire des ensembles d'interrelations (Coleman et Schofield, 1986). L'urbanisation est jugée excessive mais aucun des mécanismes en jeu n'est explicité ; aucune séquence théorique n'est proposée. Quand l'urbanisation s'inscrit-elle dans un cercle « vertueux » et quand la logique du cercle vicieux prédomine-t-elle ? Il n'est pas apporté de réponses à des questions de cette nature.

*

* *

La *Théorie générale* d'Alfred Sauvy n'est plus à proprement parler une théorie générale de la population mais ce n'est pas faire injure à l'auteur que de l'affirmer. Le volume 2 de la troisième édition est ainsi dédié : « A mes petites filles Corinne et Marion, ce livre qui sera vieux bien avant elles ».

Il manque à la *Théorie générale* une dimension écologique. Il lui manque une confrontation des théories de l'urbanisation et des expériences. Il lui manque une exposition des modèles de développement qui tentent de dépasser la vision mécaniste des sociétés... A l'inverse on peut, quelquefois, regretter un excès de jugements de valeur interférant avec des considérations d'ordre scientifique. Le cadre de référence de l'optimum conduit aussi à un point de vue trop souvent normatif.

Mais cette œuvre conserve un grand intérêt. Faits et idées y abondent. Des concepts sont proposés, ainsi que des méthodes. La théorie fourmille de voies de recherche qui ne sont toujours que très imparfaitement explorées.

Si la *Théorie générale* n'est plus tout à fait générale, elle reste une œuvre fondamentale.

Jacques VÉRON

RÉFÉRENCES

- BOSERUP E. (1965). *The Conditions of Agricultural Growth*, traduction française, Paris, Flammarion, 1970.
- COLEMAN D. et SCHOFIELD R. (1986). *The state of population theory*. Basil Blackwell.
- DUPRÉEL E. (1928), *Deux essais sur le progrès*, Maurice Lamertin, Bruxelles (ces écrits datent en fait de 1913-1914).
- DUPUY J.P. et ROBERT J. (1976), *La trahison de l'opulence*, Paris, PUF.
- IRIBARNE Ph. d' (1973), *La politique du bonheur*, Paris, Le Seuil.
- IRIBARNE Ph. d' (1975), *Le gaspillage et le désir*, Paris, Fayard.
- LANDRY A. (1945), *Traité de démographie*. Paris, Payot.
- MAGAUD J. (1967), « Équivalent travail d'une production, Nouvelle méthode de calcul et de prévision », *Population*, mars-avril, n° 2.
- PASSET R. (1989), « Production, emploi, revenu : le divorce ». *Futuribles*, avril 1989.
- SAUVY A. (1977), *Coût et valeur de la vie humaine*, Paris, Hermann.
- SAUVY A. (1980), *La machine et le chômage*, Paris, Dunod.
- SAUVY A. (1990), *La terre et les hommes*, Paris, Economica.
- TODARO M.P. (1989), *Economic Development in the Third World*, fourth edition, Longman.